



J E A N V E R H E Y E N

SINCE 1919

---

# CONDITIONS GÉNÉRALES

---

# Patrimony Plus

J E A N V E R H E Y E N

Réf. CG Pat+ 10/2024

## **Un contrat haut de gamme pour les habitations, collections d'objets d'art et contenu de standing.**

Patrimony Plus offre une couverture de haute qualité de type « Tous Risques sauf », conçue sur mesure pour les particuliers souhaitant assurer dans un même contrat leur habitation, leur contenu, des bijoux ou des collections d'objets d'art dans le monde entier. Les biens sont couverts en valeur à neuf, nos garanties et nos limites d'indemnité sont particulièrement étendues afin de proposer une couverture optimale d'un patrimoine et d'un style de vie.

Patrimony Plus est une marque déposée par Jean VERHEYEN.

Leader mondial de l'assurance et de la gestion d'actifs, AXA est présent dans 59 pays et est engagé auprès de plus de 103 millions de clients dans le monde. AXA Belgium a confié à la S.A. Jean VERHEYEN la qualité de souscripteur mandaté pour ses contrats Patrimony Plus en Belgique. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis 100 ans.

**Jean Verheyen s.a.**



# Table des matières

---

## *Introduction*

<b><u>A - Habitation / Contenu – Tous Risques</u></b>	p.5.
<b>A.1. Objet de la couverture</b>	p.5.
<b>A.2. Situation du risque</b>	p.5.
<b>A.3. Premier Risque</b>	p.5.
<b>A.4. Limites d'indemnité</b>	p.5.
<b>A.5. Extensions de garanties</b>	p.5.
A.5.1. Le garage situé à une autre adresse	
A.5.2. La résidence de villégiature	
A.5.3. La chambre d'étudiant	
A.5.4. La maison de repos	
A.5.5. Le local occupé à l'occasion d'une fête de famille	
A.5.6. Votre nouvelle adresse	
A.5.7. La responsabilité locative	
A.5.8. La responsabilité civile immeuble	
A.5.9. Le recours des tiers	
A.5.10. Le recours des locataires	
A.5.11. Les frais funéraires	
A.5.12. La condensation interne des vitrages isolants	
<b>A.6. Garanties complémentaires</b>	p.8.
A.6.1. Frais consécutifs à un sinistre couvert	
A.6.2. Les frais de sauvetage	
A.6.3. Les frais de déblai et de démolition	
A.6.4. Les frais de conservation et d'entreposage	
A.6.5. Les frais de logement provisoire	
A.6.6. Le chômage immobilier	
A.6.7. Les frais liés aux dégâts d'eau et dégâts d'huile minérale	
A.6.8. Les frais liés à l'action de l'électricité	
A.6.9. Les frais de remise en état du jardin	
A.6.10. Les frais d'expertise	
A.6.11. Le remplacement des serrures des portes extérieures	
A.6.12. L'avance de fonds	
<b>A.7. Exclusions</b>	p.9.
<b><u>B – Objets d'art et de collection/ Objets précieux – Tous Risques</u></b>	p.12.
<b>B.1. Objet de la garantie</b>	p.11.
<b>B.2. Extensions de garantie</b>	p.11.
B.2.1. Acquisitions	
B.2.2. Prêt	
B.2.3. Objets dépareillés	
<b>B.3. Exclusions</b>	p.11.
<b><u>C – Dispositions applicables aux garanties A et B</u></b>	p.13.
<b>C.1. Les montants assurés des biens immeubles et meubles</b>	p.13.
C.1.1. Couverture de l'insuffisance éventuelle	
C.1.2. Réversibilité des montants assurés	
C.1.3. Critères d'évaluation	
C.1.4. Pluralité de contrats	
C.1.5. Modalité d'évaluation	
C.1.6. Expertise	
C.1.7. Frais et honoraires d'expert	
C.1.8. Arbitrage	
<b>C.2. Recommandations en cours de contrat</b>	p.14.

<b>C.3. Sinistres</b>	p.15.
C.3.1. Vos obligations en cas de sinistre	
C.3.2. Nos obligations en cas de sinistre	p.16.
<b><u>D – Dispositions générales du contrat</u></b>	p.18.
<b>D.1. La vie du contrat</b>	p.18.
D.1.1. Les parties au contrat d'assurance	
D.1.2. Les documents constitutifs du contrat d'assurance	
D.1.3. Prise d'effet	
D.1.4. Durée	
D.1.5. Fin du contrat	
D.1.6. Cas particuliers	
D.1.7. Correspondances	
D.1.8. Solidarité	
<b>D.2. La prime</b>	p.23.
<b>D.3. Protection de la vie privée</b>	p.23.
<b><u>E – Lexique</u></b>	p.29.

## A – Habitation / Contenu – Tous Risques

### A.1.1. Objet de la couverture

Dans les limites prévues dans ce contrat et sauf exclusion :

- si vous êtes propriétaire, nous vous indemnisons pour les **dommages matériels** encourus par votre habitation et son **contenu** lorsqu'ils sont causés par un événement incertain et accidentel ;
- si vous êtes locataire ou occupant de votre habitation, nous couvrons votre **contenu** pour les **dommages matériels** causés par un événement incertain et accidentel.

Selon les cas, nous couvrons également votre responsabilité de bailleur, de locataire ou d'occupant de l'habitation.

### A.1.2. Situation du risque

Nous assurons le **bâtiment** à l'adresse du risque mentionnée aux conditions particulières.

Nous assurons le **contenu** dans le monde entier, dans les limites d'indemnité prévues au point A.1.4 ci-après.

### A.1.3. Premier risque

L'assurance est conclue au **premier risque**.

Les montants renseignés aux conditions particulières sont fixés par vous selon les critères d'évaluation repris au point C.1.1. Ils constituent la limite de nos prestations par **sinistre** pour les dégâts aux biens sous réserve d'autres limites explicitement prévues au contrat.

Nous nous réservons de payer l'indemnité au fur et à mesure de la reconstruction ou de la réparation.

### A.1.4. Limites d'indemnité (contenu)

Par **sinistre**, nous limitons notre intervention sans application de la règle proportionnelle :

- par objet à 25.000 €
- pour votre **contenu** en dehors des adresses listées à 20% du capital **contenu** le plus élevé repris dans les conditions particulières avec un maximum de 100.000 €
- pour l'ensemble des **objets précieux** non assurés en **valeur agréée** à 20.000 € (en **coffre-fort**) ou à 7.500€ (en-dehors d'un **coffre-fort**)
- pour l'ensemble des vins et spiritueux à 25.000€
- pour les frais de **reconstitution** de données informatiques mémorisées dans un ordinateur, les frais d'étude et de recherche y compris à 7.500 €
- pour l'ensemble des **valeurs** à 3.000€

### A.1.5. Extensions de garantie

#### A.1.5.1. Le garage situé à une autre adresse

Pour autant que le garage soit situé dans un rayon de maximum 15 km du risque principal, nous couvrons les dégâts causés au garage dont vous êtes propriétaire ou locataire et qui est situé à une adresse différente de celle du risque principal.

Nous couvrons également les pertes et dégâts causés au **contenu** qu'un assuré y entrepose lorsqu'il est fermé par une serrure de sûreté, à l'exclusion de tout **objet précieux** ou de tout **objet d'art ou de collection**.

Par **sinistre** nous limitons notre intervention à 25.000€.

**A.1.5.2. La résidence de villégiature**

Nous couvrons les dégâts causés par un assuré à l'occasion d'un séjour temporaire privé ou professionnel n'importe où dans le monde, avec un maximum de 90 jours par an :

- à un **bâtiment** de villégiature loué par un assuré ;
- à l'hôtel ou logement similaire occupé par un assuré.

Par **sinistre**, nous limitons notre intervention pour le **bâtiment** et le **contenu** aux montants assurés pour votre résidence principale, sans application de la règle proportionnelle.

Nous couvrons également les pertes et dégâts causés au **contenu** qu'un assuré déplace à l'occasion d'un séjour temporaire privé ou professionnel dans un **bâtiment** situé n'importe où dans le monde.

Par **sinistre** nous limitons notre intervention aux montants assurés en **contenu**.

**A.1.5.3. La chambre d'étudiant**

Nous couvrons les pertes et dégâts causés par les enfants des assurés au logement, meublé ou non, qu'ils louent n'importe où dans le monde pendant leurs études. Notre garantie est étendue au **contenu** qui leur appartient et qui est entreposé dans ce logement.

Par **sinistre**, nous limitons notre intervention, sans application de la règle proportionnelle, pour

- le **bâtiment** aux montants assurés pour votre résidence principale
- le **contenu** à 25.000 €

**A.1.5.4. La maison de repos**

Nous couvrons les pertes et dégâts causés au **contenu** appartenant au preneur d'assurance, ou à toute autre personne reprise dans la définition d'assuré (D.1.1.) dans la chambre ou l'appartement qu'ils occupent en maison de repos.

Par **sinistre**, nous limitons notre intervention à 25.000 €, sans application de la règle proportionnelle.

**A.1.5.5. Le local occupé à l'occasion d'une fête de famille**

Nous couvrons les dégâts causés par un assuré aux locaux situés n'importe où dans le monde et qu'il utilise à l'occasion d'une fête de famille ainsi qu'à son **contenu**.

Le local que vous louez ou occupez à titre gratuit à l'occasion d'une fête de famille est considéré comme une résidence de villégiature.

**A.1.5.6. Votre nouvelle adresse**

Lorsque vous déménagez en Belgique, la garantie **bâtiment** de votre contrat vous est acquise à votre nouvelle adresse pendant 60 jours maximum.

**A.1.5.7. La responsabilité locative**

Nous couvrons la responsabilité de l'assuré locataire vis-à-vis du bailleur ou du propriétaire du **bâtiment**, pour les dégâts matériels qu'il aurait commis, en vertu des articles 1302, 1732, 1733 et 1735 de l'ancien Code Civil.

**A.1.5.8. La responsabilité civile immeuble**

Nous prenons en charge la responsabilité civile dont vous pourriez être imputé sur base des articles

- 1382 à 1386 bis de l'ancien Code civil ;
- 1721 de l'ancien Code civil

Et pour les dommages causés aux **tiers** par

- le **bâtiment**, même si le mobilier est seul assuré ;
- le mobilier ;
- l'encombrement des trottoirs ;
- le défaut d'enlèvement de la neige, de la glace ou du verglas ;
- les ascenseurs et monte-charge entretenus annuellement par un organisme agréé ;
- les **jardins** et les terrains sans dépasser au total 5 hectares.

Nous couvrons également les **dommages corporels** causés par un mouvement de terrain.

Notre garantie s'étend

- au trouble de voisinage au sens de l'article 3.101 du Code civil consécutif à un événement soudain et imprévisible pour l'assuré,
- si le contrat porte sur la résidence principale
  - aux dommages causés par le **bâtiment** ou les parties de **bâtiment** servant de résidence principale à l'assuré en ce compris
    - la partie affectée à l'exercice d'une profession libérale ou de commerce sans vente au détail ;
    - les parties louées ou concédées gratuitement à des **tiers** si ce **bâtiment** comporte en outre un ou deux appartements (garages compris),
  - aux dégâts causés par
    - le **bâtiment** ou les parties de **bâtiment** servant de résidence secondaire à l'assuré ;
    - les garages à usage privé des assurés.

Nous intervenons à concurrence de

- 18.425.000 € par fait dommageable pour les **dommages corporels** ;
- 3.685.000 € par fait dommageable pour les **dommages matériels**.

Nous ne prenons pas en charge :

- les transactions avec le Ministère Public ;
- les amendes judiciaires et administratives ;
- les frais de poursuites répressives ;
- les **dommages matériels** provoqués par l'eau, le feu, l'incendie, l'explosion, l'implosion ou la fumée consécutive à un feu ou un incendie prenant naissance dans ou communiqué par les **bâtiments** ou parties de **bâtiments** assurés, sauf dans la mesure où ils sont assurables dans le cadre de la garantie « Recours des **tiers** » d'un contrat d'assurance incendie ;
- les dommages causés à des biens dont l'assuré a la garde ;
- les dommages causés par le **bâtiment** en cours de construction, reconstruction ou transformation, autre que :
  - la résidence principale ou secondaire de l'assuré ;
  - le **bâtiment** destiné à devenir la résidence principale ou secondaire de l'assuré.

Toutefois, ces **bâtiments** sont couverts si leur stabilité n'est pas compromise par les travaux en cours.

#### **A.1.5.9. Le recours des tiers**

Nous couvrons votre responsabilité civile extracontractuelle (art.1382 à 1386bis de l'ancien Code civil) lorsqu'un **sinistre** se propage aux biens d'autrui.

Par **sinistre**, nous limitons notre intervention à 3.685.000 €.

#### **A.1.5.10. Le recours des locataires**

Nous couvrons, en cas de **sinistre**, votre responsabilité contractuelle (art. 1721 de l'ancien Code civil) pour les dommages causés aux biens des locataires à la suite d'un vice de construction ou d'un défaut d'entretien du **bâtiment** assuré. Par **sinistre**, nous limitons notre intervention à 925.000 €.

#### **A.1.5.11. Les frais funéraires**

Si un ou plusieurs assurés décèdent dans un délai de 12 mois suite à un **sinistre** incendie, foudre, explosion, implosion, ou chute d'aéronefs à une situation indiquée, nous indemnisons les frais funéraires de la personne les ayant pris à sa charge avec un maximum de 3.500€ par défunt et pour un montant total de 14.000€.

#### **A.1.5.12. La condensation interne des vitrages isolants**

La garantie est acquise après épuisement de la garantie du fabricant ou du fournisseur. Chaque vitrage devenu opaque est considéré comme un

sinistre distinct.

#### A.1.6. Garanties complémentaires

**A.1.6.1. Les frais exposés suite à un sinistre couvert** Nous couvrons les frais exposés à la suite d'un **sinistre** couvert, tels que les frais de téléphone, de timbre, de déplacements etc. à concurrence de 10% de l'indemnité qui est contractuellement due.

Nous ne majorons pas les indemnités afférentes :

- à l'assurance de la responsabilité civile immeuble ;
- aux autres garanties complémentaires.

**A.1.6.2. Les frais de sauvetage** Dans les limites prévues par la loi.

**A.1.6.3. Les frais de déblai et de démolition** du **bâtiment** sinistré et de son **contenu**.  
Notre garantie s'étend aux frais d'enlèvement de l'arbre ou du pylône ayant causé des dégâts aux biens assurés.

**A.1.6.4. Les frais de conservation et d'entreposage** des biens sauvés.

**A.1.6.5. Les frais de logement provisoire** des assurés lorsque le **bâtiment** est inhabitable à la suite d'un **sinistre** garanti et en cas de réparation ou reconstruction.  
Notre intervention est limitée aux frais exposés durant la durée normale de réparation ou reconstruction du **bâtiment** avec un maximum de trois ans. Cette indemnité ne peut se cumuler pour une même période avec la garantie de chômage immobilier.

**A.1.6.6. Le chômage immobilier** C'est-à-dire :

- la privation de jouissance du **bâtiment** en tant que propriétaire ou occupant à titre gratuit et estimée à sa valeur locative ou ;
- la perte du loyer augmentée des charges locatives si le **bâtiment** était donné en location au moment du **sinistre** ;
- la responsabilité contractuelle de l'assuré pour les dégâts précités.

Notre intervention est limitée à la durée normale de réparation ou reconstruction du **bâtiment**. Cette indemnité ne peut se cumuler pour une même période avec la garantie des frais de logement provisoire.

**A.1.6.7. Les frais liés aux dégâts d'eau et dégâts d'huile minérale** Nous couvrons les frais liés :

- à la recherche de la canalisation hydraulique ou de chauffage qui est à l'origine du **sinistre** lorsqu'elle est encastrée ou souterraine
- à la réparation, au remplacement de la canalisation qui est à l'origine du **sinistre** ;
- à la remise en état consécutive à ces travaux ;
- à la perte de liquide écoulé subie à l'occasion du **sinistre** et à l'assainissement des terrains pollués, à concurrence de 5.000€ maximum.

**A.1.6.8. Les frais liés à l'action de l'électricité** Nous couvrons les frais liés :

- à la recherche du défaut dans l'installation électrique qui est à l'origine du **sinistre** ;
- à la réparation ou au **remplacement** de la pièce défectueuse qui est à l'origine du **sinistre** ;
- à la remise en état consécutive à ces travaux.

**A.1.6.9. Les frais de remise en état du jardin** et des plantations endommagés suite à la survenance d'un **sinistre**.  
Nous prenons en charge ces frais, y inclus les frais de déblai du **jardin**, à concurrence de 25.000€ maximum.



Toutefois, si le **bâtiment** n'a pas subi de dommages, cette intervention est limitée à 5.000 € en ce compris les frais de déblai du **jardin**.

La remise en état des plantations ne pourra jamais dépasser le **coût de leur remplacement** par de jeunes plants de même nature.

**A.1.6.10. Les  
frais d'expertise**

Nous couvrons le remboursement des honoraires d'expert exposés pour l'évaluation des dégâts causés aux biens assurés suite à un **sinistre**.

Par **sinistre**, nous limitons notre intervention aux montants résultant de l'application du barème repris ci-dessous :

- 5 % du montant de l'indemnité jusqu'à 6.000 € avec un minimum de 200 € ;
- 3,5 % de la partie de l'indemnité de 6.001 € à 40.000 € ;
- 2 % de la partie de l'indemnité de 40.001 € à 200.000 € ;
- 1,5 % de la partie de l'indemnité de 200.001 € à 400.000 € ;
- 0,75 % de la partie de l'indemnité de 400.001 € à 1.200.000 € ;
- 0,35 % de la partie de l'indemnité dépassant 1.200.000 € ;
- L'indemnité totale des frais d'expertise est limitée à 20.000 €.

**A.1.6.11. Le remplacement des serrures des portes extérieures**

Nous prenons en charge, sans **franchise**, le remplacement des serrures des portes extérieures en cas de vol ou de perte des clés du **bâtiment**.

**A.1.6.12.  
L'avance de  
fonds**

Sur présentation de devis justificatifs, nous vous avançons la somme nécessaire pour effectuer les premières réparations suite à un **sinistre** couvert si le **bâtiment** est inhabitable, à concurrence de maximum €12.500.

Cette avance est portée en déduction de l'indemnité définitive. Vous devez nous rembourser un éventuel solde négatif et son paiement n'implique aucune reconnaissance de la prise en charge du **sinistre**.

**A.1.7.  
Exclusions**

Toutefois nous ne couvrons jamais les dommages :

1. résultant d'**actes collectifs de violence** ;
2. résultant d'**accident nucléaire** ;
3. résultant de pollution ;
4. résultant d'un acte intentionnel de l'assuré ;
5. résultant de toute erreur de construction ou autres vices de conception du **bâtiment** ou du **contenu** dont l'assuré doit avoir eu connaissance et pour lequel il n'a pas pris les mesures qui s'imposaient pour y remédier en temps utile ou dont l'assuré, en méconnaissance de cause, est lui-même l'auteur ;
6. le vice propre ou caché d'un bien et les détériorations résultant de ce vice. Seuls sont exclus les dégâts causés au bien ou à la partie de celui qui présente le vice ;
7. résultant de l'usure des biens assurés ;
8. à un **bâtiment** en cours de construction, de démolition, d'**aménagement** ou de réparation, sauf si le **bâtiment** est demeuré habité et si vous démontrez qu'il n'existe aucun lien causal entre ces travaux et les dommages ;
9. dus à l'instabilité du sous-sol ou aux phénomènes de tassement ;
10. les fissures des constructions qui ne mettent pas leur stabilité en danger. Mais le bris de vitrages est bien couvert ;
11. causés par la sécheresse, la pourriture, la moisissure, l'exposition à la lumière ;
12. liés à une absence anormale de prévention dans le chef d'un assuré ;
13. causés par la corrosion des installations hydrauliques et de chauffage du **bâtiment** suite à un manque d'entretien ;
14. causés par la vermine ou tout autre animal. Nous couvrons

- toutefois le heurt causé par un animal appartenant à un tiers ;
15. résultant d'un bris mécanique ou encrassement. Les ascenseurs à usage privé entretenus régulièrement sont néanmoins couverts pour autant qu'ils respectent la législation en vigueur ;
  16. causés par le gel de l'eau des installations hydrauliques ou de climatisation du **bâtiment** ou par l'écoulement d'eau consécutif au dégel, en période de gel et en hiver, lorsque, cas de force majeure excepté, le **bâtiment** n'est pas chauffé et que vous n'avez pas vidangé les installations hydrauliques. Si le **bâtiment** est loué, ces obligations pèsent sur le propriétaire, pendant les périodes de non location ;
  17. causés directement par le gel ou le dégel entre autre aux clôtures, pavements, terrasses, terrains de sport, piscines, fondations, murs de soutènement, appontements, quais, jetées ou ponts ;
  18. résultant d'infiltrations d'eau souterraines (humidité ascensionnelle, humidité latérale, nappe phréatique, sources, marécages) ;
  19. causés aux annexes constituées de matériaux légers tels que tentes ou structures gonflables ;
  20. causés à un **bâtiment** délabré ou voué à la démolition
  21. causés par un jugement ou une décision administrative, quelle que soit l'autorité des personnes dont ils émanent, entraînant la saisie, l'expropriation, le séquestre, la confiscation ou la destruction de tout bien assuré excepté les dégâts liés au sauvetage de biens assurés ;

Nous ne couvrons pas non plus :

22. le bris de lunettes, porcelaines, cristaux, statues et assimilés qui ne sont pas assurés en **valeur agréée** ;
  23. les fissures ou les déformations, taches, bosses, roussissements, griffes, etc. ;
  24. les déchirures, rayures, éclats, brûlures, salissures ou tout autre dégât prévisible lorsqu'ils sont causés par vous-même, un assuré ou vos hôtes ;
  25. le terrain (ou le sol), l'eau, les routes, les canaux, les jetées et les tunnels ;
  26. les vols et le vandalisme commis par ou avec la complicité d'un assuré, d'un descendant ou ascendant ainsi que de leurs conjoints ;
  27. les biens qui ne sont pas encore livrés ;
  28. les dommages aux vins et/ou liqueurs dus au vice propre ou aux conditions climatiques ou qui sont liés à la porosité, au bouchonnement, à la perte naturelle de contenu ou à la fuite ;
  29. les pertes, dommages, causés en toute ou partie directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, système informatique, virus (code) informatique ou tout autre système informatique malveillant.
- Cette exclusion ne s'applique pas aux dites pertes, dommages, causés en toute ou partie, directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, d'un système informatique ou de tout autres système informatique s'il ne s'agit pas d'une attaque cybernétique malveillante.

## B – Objets d'Art et de Collection/Objets précieux – Tous Risques

### B.1. Objet de la Garantie

Dans les limites prévues dans ce contrat et sauf exclusion, nous vous indemnisons pour les **dommages matériels** aux **objets d'arts et de collection** et aux **objets précieux** assurés en **valeur agréée**, suivant la liste annexée au présent contrat, dans le monde entier.

Toutefois :

- la garantie des **bijoux** est limitée à 50.000€ par **sinistre** si les **bijoux** assurés ne sont pas portés par un assuré ou enfermés à clé dans un **coffre-fort** ;
- si ces objets se trouvent dans des galeries d'art, des maisons de vente aux enchères, chez des restaurateurs, dans des ateliers d'encadrement ou dans des entrepôts d'expédition d'**objets d'art** ou de douane, la garantie n'est accordée qu'à concurrence de 20% du montant assuré pour cette catégorie d'objets ;
- Il est entendu et convenu par la présente que les biens que vous possédez ou dont vous avez la garde ou le contrôle et qui sont constitués de 10 % ou plus d'ivoire, leurs dommages et pertes assurées seront réglées comme suit :
  - Le maximum que nous paierons est le coût et les dépenses de restauration de l'article ;
  - Il est en outre entendu et convenu par la présente que nous ne paierons pas pour un dommage total, ni pour toute dépréciation de la valeur résultant en cas de d'endommagement partielle.

Le maximum que nous paierons pour une « perte » est de ne pas dépasser la valeur assurée de cet article.

### B.2. Extensions de garanties

#### **B.2.1. Acquisitions**

En cas d'acquisition de nouveaux biens, ceux-ci seront automatiquement garantis en **valeur déclarée** à concurrence de 25% du montant assuré par catégorie d'objets, pour autant que la compagnie ait été prévenue dans les 90 jours de l'acquisition et que le complément de prime résultant de cette acquisition soit acquitté.

#### **B.2.2. Prêt**

Moyennant stipulation expresse, le prêt d'**objets d'art et de collection** à des expositions peut être couvert en ce compris le transport et le séjour de ces **objets d'art et de collection** pendant l'exposition.

#### **B.2.3. Objets dépareillés**

En cas de **sinistre** couvert touchant un objet faisant partie d'une paire, parure ou d'un ensemble d'objets, à votre choix, nous vous indemniserons

- soit, le montant d'assurance prévu pour ladite paire, parure ou ensemble d'objets, à condition que vous nous remettiez les éléments intacts restants de la paire, de la parure ou de l'ensemble d'objets ;
- soit, le montant d'assurance prévu pour ladite paire, parure ou ensemble d'objets, divisé par le nombre d'objets.

### B.3. Exclusions

Sont exclus les dommages causés par, ou résultant :

1. **d'actes collectifs de violence ;**
2. **d'accident nucléaire ;**
3. d'un acte intentionnel de l'assuré, et notamment les vols et le vandalisme commis par ou avec la complicité d'un assuré, d'un descendant ou ascendant ainsi que de leurs conjoints ;
4. les dégâts causés par les animaux domestiques ;
5. le vice propre, le vice caché, l'usage impropre ;
6. les dommages tels que l'oxydation lente, l'usure, le manque anormal d'entretien ou de précaution, la détérioration progressive, la dégradation provoquée par le brouillard, l'humidité ou la sécheresse de l'atmosphère, la présence de poussières et de vapeurs provenant des activités industrielles ou agricoles, la contraction, l'évaporation, la rouille, la corrosion, la pollution, l'érosion, la contamination, la pourriture, la moisissure, la dissolution, l'altération du goût, de la couleur, de la texture ou de l'apprêt, la vermine préexistante, les insectes, les rongeurs et autres animaux ;
7. les dommages résultant d'instructions ou de programmes informatiques erronés ;
8. le gel de l'eau des installations hydrauliques ou de climatisation du **bâtiment** ou par l'écoulement d'eau consécutif au dégel, en période de gel et en hiver, lorsque, cas de force majeure excepté, le **bâtiment** n'est pas chauffé et que vous n'avez pas vidangé les installations hydrauliques ; si le **bâtiment** est loué, ces obligations pèsent sur le propriétaire, pendant les périodes de non location ;
9. d'infiltrations d'eau souterraines (humidité ascensionnelle, humidité latérale, nappe phréatique, sources, marécages) ;
10. l'usure normale ; toutefois, restent couverts la perte ou les dommages résultant de l'usure du fermoir, ou de la monture ou de tout autre objet servant à fixer, porter ou contenir un objet assuré pour autant qu'il ait fait l'objet d'un contrôle et d'un entretien annuel par un bijoutier ;
11. une opération de nettoyage spécialisé, restauration, réparation ou rénovation ou y trouvant son origine ;
12. les dérangements mécaniques et/ou les dommages subis par les objets ou appareils de toute nature par suite de leur fonctionnement ;
13. en cours de transport :
  - si le transport n'est pas effectué par et sous la surveillance de l'assuré ou par un mandataire spécialisé en transport d'objets d'art désigné par lui ;
  - dans un véhicule laissé sans surveillance ;
  - résultant d'un défaut de conditionnement ou d'emballage ;
14. Objets en plein air : sont exclus les dommages aux objets exposés en plein air ainsi que le vol de ces objets ou les dommages causés par du vandalisme.

## C – Dispositions applicables aux garanties A et B

### C.1. Les montants assurés des biens immeubles et meubles

#### C.1.1. Critères d'évaluation

##### **a. Bâtiment**

L'indemnisation est calculée en **valeur à neuf** si vous êtes propriétaire et en **valeur réelle** si vous êtes locataire, sans application de la règle proportionnelle. Nous nous réservons de payer l'indemnité au fur et à mesure de la reconstruction ou de la réparation.

##### **b. Contenu**

Nous assurons les **biens meubles** qui vous appartiennent ou que vous avez fait assurer pour compte de qui il appartient en **valeur à neuf**

Si les **biens meubles** ne sont plus disponibles à l'état neuf sur le marché, nous les assurons en **valeur de remplacement**.

Cependant, si les **biens meubles** sont obsolètes ou inutilisables pour l'usage auquel ils étaient initialement destinés, nous les assurons en **valeur réelle**.

En cas de **sinistre** partiel, nous vous remboursons le montant le moins élevé entre le montant des frais de restauration ou de réparation, et le montant de la **valeur de remplacement**.

##### **c. Objets listés**

- En cas de **sinistre total** : l'indemnisation est calculée sur base de la **valeur agréée** ou **déclarée**. Lorsque nous vous indemnisons à concurrence de 100% de la **valeur agréée** pour un objet, cet objet nous appartient. Si un objet perdu ou volé est retrouvé après indemnisation, nous en sommes de plein droit propriétaires.
- En cas de **sinistre partiel**, l'indemnisation est calculée sur base du montant le moins élevé entre les frais de restauration augmentés de la dépréciation éventuelle après restauration, et la **valeur agréée** ou **déclarée**.

La dépréciation correspond limitativement à la différence entre la valeur de remplacement de l'objet juste avant sinistre et sa valeur juste après restauration effectuée en accord avec l'Assureur, suite à un sinistre partiel garanti.

Elle est calculée par notre expert dont la compétence est reconnue pour le type d'objet sinistré.

Elle ne saurait en aucun cas servir à compenser des pertes indirectes de quelque nature qu'elles soient telles que manque à gagner, dommages et intérêts, pertes économiques, pénalités de toute nature ou préjudices immatériels d'usage, de jouissance, de réputation ou autres.

##### **d. Garanties de responsabilité**

L'évaluation des dommages et le montant de l'indemnité sont fixés par la loi, et la **valeur réelle** du bien est prise en considération.

#### C.1.2. Couverture de l'insuffisance éventuelle

Après application éventuelle de la réversibilité des montants assurés visée au point 1.3., le montant assuré pour l'habitation est augmenté de maximum 20% pour couvrir l'éventuelle insuffisance d'assurance de celle-ci. Si vous ne réparez pas ou ne la reconstruisez pas au même endroit, cette extension ne s'applique pas.

#### C.1.3. Réversibilité des montants

Si les **biens immeubles** sont assurés pour un montant trop élevé, l'excédent est transféré aux **biens meubles** assurés pour un montant insuffisant et vice versa, proportionnellement à l'insuffisance et au tarif

## assurés

appliqué. La réversibilité n'est accordée que pour les biens appartenant au même ensemble et situés dans un même lieu.

### C.1.4. Pluralité de contrats

Quel que soit le nombre de contrats que vous avez souscrits chez nous, vous ne pourrez bénéficier des sous limites indiquées dans les conditions générales, qu'une seule fois pour un même sinistre.

### C.1.5. Modalités d'évaluation

Dès qu'un **sinistre** survient, les dégâts doivent être évalués même s'il apparaît ultérieurement que le **sinistre** n'est pas couvert.

Il s'agit d'une mesure indispensable mais qui ne signifie pas pour autant que nous allons automatiquement prendre le **sinistre** en charge.

Les dégâts sont évalués de gré à gré au jour du **sinistre** en tenant compte des modalités spécifiques des garanties. A défaut, ils sont évalués par expertise.

### C.1.6. Expertise

En cas d'expertise, vous avez la possibilité de mandater un expert afin de déterminer le montant des dégâts en accord avec notre expert.

En cas de désaccord entre eux, ils en désignent un troisième, avec lequel ils forment un collège qui statue à la majorité des voix. A défaut de majorité, l'avis du troisième expert prévaut. Si l'une des parties ne désigne pas d'expert ou si les experts des parties ne s'accordent pas sur le choix du troisième, la désignation sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance de votre domicile, à la requête de la partie la plus diligente.

Il en ira de même si un expert ne remplit pas sa mission.

Les experts sont dispensés de toute formalité judiciaire.

### C.1.7. Frais et honoraires d'experts

Les frais et honoraires de votre expert sont supportés par nous dans les limites du contrat.

## C.2. Recommandations en cours de contrat

Il est indispensable que vous teniez compte des mesures de prévention demandées. Si le non-respect a contribué à la survenance du **sinistre**, nous limiterons ou refuserons l'indemnisation. En particulier, nous vous demandons de tenir compte des mesures de prévention suivantes :

Sauf mention contraire dans les Conditions particulières, les locaux renfermant les objets assurés doivent être protégés par un système d'alarme en bon état de fonctionnement, entretenu annuellement par une entreprise de sécurité agréée par le Ministère de l'intérieur.

Il est convenu que, dès que le risque est inoccupé :

- la garantie Vol est subordonnée à la mise en état de fonctionnement du système d'alarme et à l'utilisation des moyens de protection ;
- la fermeture des fenêtres, portes, coupoles, soupiraux et toutes les autres ouvertures des **bâtiments** à l'aide de tous les moyens dont ils sont équipés à cet effet est toujours obligatoire.

En cas d'interruption du fonctionnement de l'installation d'alarme, l'Assuré s'engage à s'adresser sans délai à son installateur pour procéder au dépannage et à prendre les mesures les plus appropriées possibles pour la surveillance de son risque pendant la durée de la panne.

Vous devez nous communiquer toutes les modifications qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque. Nous attirons votre attention sur l'importance de cette obligation. En cas d'omission ou d'inexactitude, selon les cas, nous réduirons ou refuserons notre intervention suivant les dispositions de la loi.

Ainsi vous devez notamment nous informer des modifications relatives

- à la situation du risque. Exemple : le déménagement ;
- à l'usage du **bâtiment**. Exemple : l'ouverture d'un commerce, rénovation du **bâtiment**.

Vous avez l'obligation de prendre toutes les précautions raisonnables pour prévenir et atténuer les conséquences d'un **sinistre**.

En ce qui concerne les objets transportés dans un véhicule, lorsque celui-ci est inoccupé, vous devez placer les objets dans le coffre à bagage ou tout autre endroit totalement occulte.

### C.3. Sinistres

#### **C.3.1. Vos obligations en cas de sinistre**

En cas d'inobservation de ces obligations et s'il en résulte un préjudice pour nous, nous réduirons nos prestations à concurrence du préjudice que nous avons subi. Nous déclinons notre garantie si c'est dans le but de nous tromper que l'obligation n'a pas été exécutée.

**En cas de sinistre, vous-même ou, le cas échéant, l'assuré, vous vous engagez à :**

**Dans tous les cas, prévenir et atténuer les conséquences du sinistre :**

- prendre toutes les mesures utiles en vue de réduire les conséquences du **sinistre** ;
- éviter de modifier sans nécessité la situation des biens sinistrés et solliciter notre accord avant de procéder à une réparation ;
- vous abstenir de toute reconnaissance de responsabilité ou de toute promesse d'indemnisation ; il va de soi que l'assuré peut reconnaître la matérialité des faits et apporter les premiers secours pécuniaires et les soins médicaux immédiats à une victime éventuelle ;
- ne pas renoncer aux recours contre les responsables et les garants sans notre autorisation.

**De plus, en cas de vol, de tentative de vol, de dégradations immobilières, de vandalisme ou de malveillance :**

- à déposer immédiatement plainte auprès des autorités judiciaires ou de police ;
- à effectuer toutes les démarches utiles en cas de vol de titres, ou autres **valeurs** ( faire opposition, contacter les organismes de crédit, communiquer les numéros de titres volés, etc.).

**Déclarer le sinistre** le plus rapidement possible et au plus tard dans les huit jours de sa survenance ou du moment où vous en avez eu connaissance.

**Dans le même temps, nous renseigner** de manière précise sur les circonstances du **sinistre**, ses causes et l'étendue des dégâts, l'identité des témoins et des victimes etc.

**Collaborer au règlement du sinistre**

- nous transmettre sans délai et nous autoriser à nous procurer tous les documents utiles et tous les renseignements nécessaires à la bonne gestion du dossier. A cet effet, veuillez à rassembler dès la survenance du **sinistre** toutes les pièces justificatives des dégâts ;
- accueillir notre délégué ou notre expert et faciliter leurs constatations ;
- nous adresser le plus rapidement possible un état estimatif des



dégâts et de la valeur des biens assurés avec indication de l'identité des propriétaires autres que vous-même ;

- en cas de vol, nous informer aussitôt que les objets volés ont été retrouvés
  - si l'indemnité a déjà été payée, opter dans les 15 jours :
    - soit pour le délaissement de ces objets
    - soit pour leur reprise contre remboursement de l'indemnité perçue, déduction faite du montant des frais de réparation éventuels
  - si l'indemnité n'a pas encore été payée, elle n'est due qu'à concurrence du montant des frais de réparation éventuels.

**De plus, lorsque votre responsabilité est mise en cause**, nous faire parvenir dans les 48 heures de leur remise ou signification toutes citations, assignations, tous actes judiciaires ou extrajudiciaires. Accomplir tous actes de procédure que nous vous demandons.

**C.3.2. Nos obligations en cas de sinistre**

A partir du moment où les garanties sont acquises et dans les limites de celles-ci, nous nous engageons

**Lorsqu'il s'agit de pertes ou dégâts à vos biens**

- à gérer le dossier au mieux de vos intérêts et de ceux de l'assuré et à verser l'indemnité due ou une première tranche de celle-ci dans les 30 jours suivant celui où nous sommes en possession de tous les éléments nécessaires à l'indemnisation.

Après vous avoir indemnisé, nous nous retournons contre l'éventuel responsable des dégâts pour lui réclamer le remboursement des indemnités versées.

Sauf en cas de malveillance nous renonçons à tout recours contre

- les descendants, les ascendants, le conjoint, les alliés en ligne directe, les personnes vivant au foyer, les hôtes et les membres du personnel domestique de l'assuré
- les personnes désignées par le contrat
- le bailleur de l'assuré lorsque cet abandon de recours est prévu dans le bail
- les régies et fournisseurs d'électricité, de gaz, d'eau etc., dans la mesure où l'assuré a dû abandonner son recours.

Si ces personnes sont effectivement couvertes par une assurance et dans la mesure de celle-ci nous pouvons exercer notre recours.

**Lorsque votre responsabilité est mise en cause**

- à prendre fait et cause pour vous-même ou pour l'assuré et à mener à bien, à votre place et s'il y a lieu, l'indemnisation de la victime du dommage.

**Modalités d'indemnisation**

En cas de reconstruction ou de **reconstitution** des biens sinistrés, après versement de la première tranche d'indemnité, les tranches ultérieures ne seront versées qu'au fur et à mesure de l'avancement de la reconstruction ou de la **reconstitution** pour autant que la première tranche soit épuisée.

**Taxes**

- Toutes les charges fiscales grevant l'indemnité sont supportées par le bénéficiaire.
- La T.V.A. n'est indemnisée que dans la mesure où il est justifié de son paiement et de sa non-récupérabilité.

**Franchise (non-indexée)**

Sauf si un montant différent a été convenu aux conditions particulières,



dans tout **sinistre** vous restez votre propre assureur pour une première tranche de 500 €.

La **franchise** est déduite de l'indemnité. Elle n'est pas indexée.

Cependant, lorsque votre responsabilité est mise en cause, la **franchise** est d'application uniquement pour les **dommages matériels**.

### **Adaptation automatique**

Les montants assurés et la prime sont automatiquement adaptés à l'échéance annuelle, selon le rapport existant entre

- l'indice en vigueur du coût de la construction établi tous les six mois par un organisme d'experts indépendants désigné par Assuralia, dit indice ABEX

et

- l'indice ABEX indiqué aux conditions particulières, en ce qui concerne les montants assurés et la prime

En cas de **sinistre**, l'indice le plus récent remplacera pour le calcul des montants assurés, l'indice pris en considération pour l'établissement de la prime à la dernière échéance annuelle.

Les limites d'indemnité ne sont pas indexées.

Les montants assurés en responsabilité extra-contractuelle sont liés à l'indice des prix à la consommation (indice de base janvier 2001, soit 177,83 ; base 100 en 1981). L'indice applicable en cas de **sinistre** est celui du mois précédent sa survenance.

## D – Dispositions Générales

Votre contrat est régi par la loi belge et notamment par la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances et ses arrêtés d'exécution.

La garantie octroyée par le présent contrat d'assurance reste toujours soumise aux stipulations de droit impératif émises par des autorités nationales, internationales ou supranationales et ayant un effet direct sur les prestations d'assurance et par lesquelles des sanctions, restrictions ou prohibitions sont imposées.

### D.1. La vie du contrat

#### **D.1.1. Les parties au contrat d'assurance**

##### **Vous**

Le Preneur d'assurance, c'est-à-dire la personne morale ou physique qui souscrit le contrat. La garantie comprend en outre les personnes suivantes :

- toute autre personne mentionnée comme « assuré » par rapport à cette assurance dans les conditions particulières ;
- les personnes vivant au foyer des personnes citées ;
- les membres du personnel des assurés dans l'exercice de leurs fonctions ;
- les mandataires et associés du preneur d'assurance dans l'exercice de leurs fonctions ;

##### **Nous**

- Jean Verheyen S.A. - Rue de la Limite, 17 – 1210 Bruxelles • Tel: (02) 250 63 11 – Fax: (02) 250 63 93 • Internet : [www.verheyen.be](http://www.verheyen.be).  
Jean Verheyen S.A. est mandaté par AXA Belgium pour l'acceptation de la couverture d'assurance et la gestion des sinistres.

#### **D.1.2. Les documents constitutifs du contrat d'assurance**

##### **La proposition d'assurance ou la demande d'assurance**

représent toutes les caractéristiques du risque que vous nous renseignez de manière à nous permettre de conclure le contrat.

##### **Les conditions particulières et les avenants**

sont l'expression personnalisée et adaptée à votre situation spécifique des conditions de l'assurance, et mentionnent les garanties qui sont effectivement acquises.

#### **D.1.3. Prise d'effet**

La date à laquelle le contrat prend cours est mentionnée dans les conditions particulières.

La couverture ne prend effet qu'après paiement de la première prime et signature du contrat.

#### **D.1.4. Durée**

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux conditions particulières, avec un maximum d'1 an.

A la fin de chaque période d'assurance, le contrat se renouvelle tacitement pour une durée d'1 an sauf si une des parties résilie le contrat.

#### **D.1.5. Fin du contrat**

##### Vous et nous pouvons résilier le contrat :

- En cas de transfert définitif de votre domicile à l'étranger ;
- Après une déclaration de sinistre, mais au plus tard dans le mois du dernier paiement ou du refus de paiement de l'indemnité par nous.

Vous pouvez résilier le contrat :

- Au moins 2 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat. Après l'expiration d'un délai d'un 1 an à compter de la prise d'effet du contrat d'assurance, vous pouvez résilier le contrat à tout moment si vous êtes une personne physique et que le contrat d'assurance ne concerne pas, ou pas principalement, votre activité professionnelle.

- En cas d'augmentation de prime ou de modification des conditions moyennant un préavis de trois mois à compter de la notification de la dite augmentation ou modification ;

- Si nous sommes déclarés en faillite, sous réorganisation judiciaire ou que nous avons un retrait d'agrément ;

- En cas de diminution du risque et s'il n'y a pas d'accord sur le montant de la prime adaptée ;

- Dans son intégralité, si nous résilions un volet d'une police combinée.

Nous pouvons résilier le contrat :

- Au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat ;

- Si vous nous avez communiqué des informations inexactes au sujet du risque ou avez omis de nous communiquer des informations importantes et que nous ne vous aurions pas proposé de police si nous avions été en possession de ces informations ;

- En cas de non-paiement de la prime ;

- En cas d'aggravation du risque, que nous ne souhaitons pas assurer tel quel. Nous sommes tenus de vous signifier notre décision 30 jours au plus tard après réception de cette information ;

- En cas d'aggravation du risque, si nous ne nous entendons pas sur le nouveau montant de la prime ;

- Si nous portons plainte contre au pénal pour cause de fraude à l'assurance ;

- Si vous veniez à décéder ou que vous soyez déclaré en faillite. Le contrat n'est pas résilié immédiatement après avoir été dénoncé. Le préavis dépend du motif de la résiliation. Si nous résilions le contrat avant la date d'échéance principale ou en cas de résiliation après sinistre, le délai de préavis s'élève à 3 mois. Si vous résiliez le contrat avant la date d'échéance principale, il y a un délai de préavis de 2 mois ; dans tous les autres cas il est fixé à 1 mois.

La résiliation se fait par envoi recommandé, par exploit d'huissier ou remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

### **Prise d'effet de la résiliation**

Lorsque vous résiliez le contrat, en cas de modification des conditions et/ou du tarif, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, mais au plus tôt à l'échéance annuelle à laquelle la modification aurait pu entrer en vigueur.

Lorsque nous résilions le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, sauf lorsque la loi autorise un délai plus court. Nous vous indiquons ce délai dans l'envoi recommandé que nous vous adressons.

En cas de résiliation par l'une des parties après sinistre, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification. Ce délai est ramené à 1 mois lorsque l'assuré a manqué à ses obligations dans le but de nous tromper.

### **Expiration de plein droit du contrat**

En cas de disparition de l'intérêt ou de l'objet d'assurance.

#### ***D.1.6. Cas particuliers***

##### **Décès du preneur d'assurance**

L'assurance Habitation/**Contenu** est transférée au nouveau titulaire de l'intérêt assuré.

Toutefois, ces personnes peuvent y renoncer par lettre recommandée dans les 3 mois et 40 jours du décès. Nous pouvons également résilier le contrat dans les 3 mois à compter du jour où nous avons connaissance du décès.

##### **Séparation ou divorce**

L'assurance Habitation/**Contenu** reste acquise pour le **bâtiment** et son **contenu**. Celui qui prend une résidence séparée veillera à l'assurer.

##### **Cession du bien immobilier assuré**

Votre contrat prend fin de plein droit 3 mois après la passation de l'acte authentique.

##### **Modification du tarif**

Quand nous modifions le tarif, nous adaptons votre contrat à la prochaine échéance annuelle. Nous vous tenons au courant et vous pouvez résilier le contrat comme prévu sous le titre « Fin du contrat ».

#### ***D.1.7. Correspondance***

Toutes les correspondances qui nous sont destinées sont valablement adressées à l'un de nos sièges d'exploitation en Belgique.

Toutes les correspondances qui vous sont destinées sont valablement adressées à l'adresse indiquée dans le contrat ou à celle qui nous aurait été notifiée ultérieurement.

#### ***D.1.8. Solidarité***

Les preneurs signataires d'un même contrat sont tenus, chacun pour le tout, de respecter l'ensemble des engagements qui découlent du contrat.

#### **D.2. La prime**

##### **Modalités de paiement de la prime**

Lors de la conclusion du contrat, à chaque échéance ou lors de l'émission de nouvelles conditions particulières, vous recevez une invitation à payer ou un avis d'échéance.

La prime comprend d'une part son montant net et d'autre part les taxes, les contributions et les frais.

##### **Non-paiement de la prime**

Le non-paiement de la prime peut avoir des conséquences graves pour vous.

Il peut en effet vous priver de nos garanties ou entraîner la résiliation de votre contrat suivant les dispositions de la loi.

#### **D.3. Protection de la vie privée**

##### **Responsable du traitement des données**

JEAN VERHEYEN, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « JEAN VERHEYEN »).

##### **Délégué à la protection des données**

Le délégué à la protection des données de JEAN VERHEYEN peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer  
Rue de la Limite 17  
1210 Bruxelles

par courrier électronique: [privacy@verheyen.be](mailto:privacy@verheyen.be)

### **Finalités des traitements et destinataires des données**

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de **tiers**, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN pour les finalités suivantes :

- *la gestion du fichier des personnes :*
  - Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec JEAN VERHEYEN.
  - Ces bases de données sont tenues à jour et enrichies sur la base des informations que la personne concernée fournit à JEAN VERHEYEN ou d'informations provenant de sources externes de données.
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- *la gestion du contrat d'assurance :*
  - Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- *le service à la clientèle, l'amélioration du service à la clientèle et les enquêtes de satisfaction :*
  - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentaires au contrat d'assurance (par exemple, l'offre d'outils et services afin de simplifier la gestion de la police d'assurance, d'accéder aux documents liés à la police ou de faciliter les formalités pour la personne concernée en cas de **sinistre**).
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- *la gestion de la relation entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances :*
  - Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant en l'exécution des conventions entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
- *la détection, prévention et lutte contre la fraude :*
  - Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
  - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
- *la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :*
  - Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du **terrorisme**.
  - Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation

- légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise.
- *la réalisation de tests, y compris les tests informatiques :*
    - Cela inclut des traitements en vue de développer et d'assurer le fonctionnement approprié d'applications nouvelles ou mises à jour.
    - Ces traitements sont nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par JEAN VERHEYEN, consistant à développer des applications afin d'exercer ses activités liées aux finalités de traitements listées dans ce chapitre.
  - *la surveillance du portefeuille :*
    - Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
    - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
  - *les études et modèles statistiques pour générer des rapports :*
    - Il s'agit de traitements effectués en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de JEAN VERHEYEN, l'acceptation des risques et la tarification.
    - Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.
  - *la gestion et la surveillance des risques :*
    - Cela inclut des traitements par JEAN VERHEYEN ou un **tiers** afin d'effectuer la gestion et la surveillance des risques de l'organisation de JEAN VERHEYEN, y compris les inspections, la gestion des plaintes et l'audit interne et externe.
    - Ces traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise ou aux fins des intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant à assurer des mesures de protection appropriées pour la gouvernance de ses activités.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, Les inspecteurs privés dans le contexte de la détection des fraudes, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, auditeurs externes, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de **sinistres**, TRIP ASBL, Datassur, Alfa Belgium, Le Fonds Commun de Garantie Belge (FCGB) et autres organisations sectorielles) en vue d'être traitées conformément à ces finalités. L'annexe à la présente peut être consultée pour plus de détails concernant Datassur et Alfa Belgium.

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel JEAN VERHEYEN peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Lorsque la personne concernée est également cliente d'autres entités du Groupe AXA, ces données à caractère personnel peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN dans des fichiers communs en vue de la gestion du fichier des personnes, en particulier la gestion et la mise à jour des données d'identification.

La personne concernée peut recevoir des clauses spécifiques de JEAN VERHEYEN durant l'exécution de la police, par exemple une clause applicable au traitement d'un **sinistre**. Lesdites clauses spécifiques n'affecteront pas la validité de la présente clause ni son applicabilité pour les finalités énumérées ci-dessus.

#### **Traitement de données sensibles**

En vertu des lois applicables en matière de protection des données, certaines données (appelées « données personnelles sensibles ») bénéficient d'une protection particulière. Parmi ces dernières, JEAN VERHEYEN traite les données relatives à la santé et aux condamnations pénales selon les principes suivants :

##### **Données concernant la santé**

JEAN VERHEYEN ne traite les données concernant la santé de la personne concernée que sur base de son consentement explicite ou si elles sont nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice, conformément aux lois applicables. JEAN VERHEYEN ne traite pas les données concernant la santé de la personne concernée à des fins de marketing direct et ne permet pas non plus à des **tiers** de le faire.

##### **Données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux infractions**

JEAN VERHEYEN traite des données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales et à des infractions, dans le but de constater, d'exercer ou de défendre des droits en justice et/ou en cas de fraude. Ces données sont traitées dans des cas très limités et uniquement dans la mesure où la loi le permet, en prévoyant des garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée.

#### **Traitement des données à des fins de marketing direct**

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de **tiers**, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN à des fins de marketing direct (actions commerciales, invitations à des événements, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété de la marque, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

Ces données à caractère personnel peuvent également être communiquées à d'autres entreprises du Groupe AXA et à l'intermédiaire d'assurances aux fins de leur propre marketing direct ou à des fins d'opérations communes de marketing direct, en vue d'améliorer la connaissance des clients et prospects communs, d'informer ces derniers à propos de leurs activités, produits et services respectifs, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en

qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de JEAN VERHEYEN, des autres entreprises du Groupe AXA et/ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

#### **Traitement des données à des fins de géolocalisation**

Dans le cas où JEAN VERHEYEN utilise les données à caractère personnel de la personne concernée à des fins de géolocalisation, le consentement de cette dernière est demandé sauf si la base légale pour ce traitement repose sur une obligation légale ou lorsque le traitement est nécessaire pour exécuter le contrat d'assurance. En tous cas, il est fait explicitement mention de la collecte de données de géolocalisation dans le contrat d'assurance.

#### **Transfert des données dans l'Union Européenne et en dehors**

Les autres entreprises du Groupe AXA, les entreprises et/ou les personnes en relation avec celles-ci auxquelles les données à caractère personnel sont communiquées, peuvent être situées aussi bien dans l'Union Européenne qu'en dehors.

En cas de transferts de données à caractère personnel à des **tiers** situés en dehors de l'Union Européenne, JEAN VERHEYEN se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (*Mon. B.* 6/10/2014, p. 78547). La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par JEAN VERHEYEN pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à JEAN VERHEYEN à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter JEAN VERHEYEN »). La personne concernée peut aussi obtenir une liste des pays pour lesquels une décision d'adéquation des transferts est existante ou non.

#### **Conservation des données**

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers **sinistres**, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier **sinistre**.

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles JEAN VERHEYEN n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

#### **Traitement des données à des fins de candidature à un emploi**

Les données à caractère personnel communiquées par le candidat ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN, responsable des traitements, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN en vue du recrutement. Ces traitements sont nécessaires pour l'exécution du contrat ou des mesures précontractuelles. Toutes les informations seront traitées avec la plus grande discrétion et resteront strictement confidentielles.



### **Nécessité de fournir les données à caractère personnel**

JEAN VERHEYEN demande les données à caractère personnel liées à la personne concernée afin de conclure et d'exécuter la police d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

### **Confidentialité**

JEAN VERHEYEN a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci. A cette fin, JEAN VERHEYEN suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

### **Les droits de la personne concernée**

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de JEAN VERHEYEN la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; sauf si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, auquel cas elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de JEAN VERHEYEN, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de JEAN VERHEYEN ;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à JEAN VERHEYEN, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement.

### **Modifications apportées à la présente clause de protection des données**

Le traitement des données à caractère personnel peut évoluer selon plusieurs facteurs, comme les changements réglementaires, les développements techniques et les modifications des finalités du traitement. JEAN VERHEYEN publiera régulièrement des versions actualisées de la clause de protection des données sur la page « Vie privée » du site AXA.be. En cas de modifications majeures, Jean Verheyen fournira des efforts raisonnables pour s'assurer que les personnes concernées en prennent connaissance.

### **Contacteur JEAN VERHEYEN**

La personne concernée peut contacter JEAN VERHEYEN pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une copie de la carte d'identité, adressé à : JEAN VERHEYEN - Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles. JEAN VERHEYEN traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

### **Introduire une plainte concernant le traitement des données à caractère personnel**

Si la personne concernée estime que JEAN VERHEYEN ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité JEAN VERHEYEN. La personne concernée peut introduire une plainte auprès de JEAN VERHEYEN via l'adresse e-mail [privacy@verheyen.be](mailto:privacy@verheyen.be).

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation concernant le traitement de ses données à caractère personnel auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35

1000 Bruxelles

Tél. + 32 2 274 48 00 - Fax. + 32 2 274 48 35

[contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

### **Échange d'informations dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance et analyse de risque**

**Généralité** – Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'application des sanctions prévues dans la législation applicable et/ou les conditions générales ou particulières et peut donner lieu à des poursuites pénales. Afin de détecter et de lutter contre la fraude à l'assurance, et pour analyser des risques, les assureurs s'échangent certaines données à caractère personnel. Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations concernant deux banques de données créées à cette fin au sein du secteur de l'assurance. Occasionnellement, les assureurs s'échangeront en outre directement des informations, dont des données à caractère personnel, dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance.

**Fichier RSR** - Le fichier RSR est géré par Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0456.501.103), le responsable du traitement. Les données à caractère personnel de l'assuré (du candidat-assuré) peuvent, dans l'intérêt légitime des assureurs qui sont membres de Datassur, être communiquées à Datassur pour enregistrement dans le fichier RSR. Le fichier RSR a pour finalité une bonne analyse du risque et la lutte contre la fraude à l'assurance. L'enregistrement de données à caractère personnel dans le fichier RSR est uniquement possible dans les cas qui peuvent être consultés via <https://www.datassur.be/fr/services/rsr>. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant du fichier RSR.

**Banque de données sinistres** - La Banque de données sinistres est gérée par Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0833.843.870), le responsable du traitement. Après la déclaration d'un sinistre dans le cadre de la branche automobile, un nombre limité de données à caractère personnel de l'assuré, du conducteur et de la partie adverse qui sont impliqués dans le sinistre seront communiquées dans l'intérêt légitime des membres d'Alfa Belgium à Alfa Belgium pour enregistrement dans la Banque de données sinistres. Les membres d'Alfa Belgium sont les assureurs, le FCGB et le BBAA. La Banque de données sinistres a pour finalité la lutte contre la fraude (organisée) à l'assurance. La fonctionnalité de la Banque de données sinistres se limite à fournir des informations neutres sans aucune analyse ou enquête sur une éventuelle fraude à l'assurance. Sur la base du fichier de résultats, les membres d'Alfa Belgium pourront établir d'éventuels liens entre des dossiers de sinistres. L'analyse du fichier de résultats et l'enquête subséquente restent de la compétence et responsabilité exclusives des membres d'Alfa Belgium. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant de la Banque de données sinistres.

**Vos droits et informations complémentaires** – En tant que personne concernée, vous disposez d'un droit d'information, d'un droit d'accès, d'un droit de correction, d'un droit de suppression, d'un droit de limitation du traitement, d'un droit d'opposition et d'un droit d'introduire une plainte auprès de l'Autorité de la protection des données (rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles, [contact@apdgba.be](mailto:contact@apdgba.be), <https://autoriteprotectiondonnees.be>). Afin d'exercer vos droits concernant le fichier RSR, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou [privacy@datassur.be](mailto:privacy@datassur.be)). Afin d'exercer vos droits concernant la Banque de données sinistres, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou [info@alfa-belgium.be](mailto:info@alfa-belgium.be)). Vous devez joindre une copie de votre carte d'identité à votre lettre ou votre e-mail. Des informations complémentaires sur la politique de Datassur et d'Alfa Belgium concernant le traitement de données à caractère personnel et vos droits en tant que personne concernée sont disponibles via <https://www.datassur.be/fr/privacy-notice-fr> (Datassur) et <https://www.alfa-belgium.be/fr/vie-privee> (Alfa Belgium).

### **1. Correspondance**

Toutes les correspondances qui nous sont destinées sont valablement adressées à l'un de nos sièges d'exploitation en Belgique. Toutes les correspondances qui vous sont destinées sont valablement adressées à l'adresse indiquée dans le contrat ou à celle qui nous aurait été notifiée ultérieurement.

### **2. Solidarité**

Les preneurs signataires d'un même contrat sont tenus, chacun pour le tout, de respecter l'ensemble des engagements qui découlent du contrat.

### **3. Plaintes**

Afin de mieux vous servir, nous regardons constamment la qualité de nos produits et le niveau de service que nous offrons.

Si, malgré tout, vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez toujours nous contacter:

- par mail : [patrimony@verheyen.be](mailto:patrimony@verheyen.be);
- par téléphone: +32 2 250 63 11 ;
- par lettre: Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Nous ferons tous les efforts pour vous aider.

Vous pouvez également contacter l'Ombudsman de l'assurance

- par un formulaire web : [www.ombudsman-insurance.be](http://www.ombudsman-insurance.be);
- par courrier électronique : [info@ombudsman-insurance.be](mailto:info@ombudsman-insurance.be);
- par téléphone : +32 (2) 547 58 71 ;
- par lettre, adressée à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles.

## E – Lexique

<b>Accident nucléaire</b>	La modification du noyau atomique ou la production de radiations ionisantes.
<b>Actes collectifs de violence</b>	La guerre, civile ou militaire, les actes de violence d'inspiration collective (sans préjudice de la garantie attentat et conflit du travail), la réquisition ou l'occupation forcée (telle que l'occupation par une force militaire ou par d'autres combattants).
<b>Aménagements et embellissements</b>	Les installations qui ne peuvent être détachées du <b>bâtiment</b> sans être détériorées ou sans détériorer la partie du <b>bâtiment</b> à laquelle elles sont attachées telles que cuisines équipées, salles de bains installées, raccordements, canalisations, compteurs, peintures, papiers peints, boiseries, faux plafonds.
<b>Bâtiment (ou biens immeubles)</b>	<p>Ensemble des constructions permanentes à usage principalement d'habitation privée, séparées ou non et situées à l'adresse indiquée aux conditions particulières.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'ensemble des autres constructions permanentes à usage privé existant sur le terrain de l'habitation, tels que les accès privés, les fondations, les cours, les terrasses, les clôtures, les haies, les piscines en matériaux durs et les terrains de tennis</li><li>• les <b>aménagements et embellissements</b> lorsqu'ils ont été exécutés aux frais de l'assuré propriétaire ou acquis d'un locataire,</li><li>• les matériaux se trouvant à pied d'œuvre et destinés à être incorporés au <b>bâtiment</b>.</li></ul> <p>Vous ne devez pas en tenir compte lors de la fixation du montant à assurer.</p> <p>Le <b>jardin</b> ne fait pas partie du <b>bâtiment</b>. Il est couvert dans le cadre d'une extension spécifique à la garantie du <b>bâtiment</b>.</p>
<b>Bijoux</b>	Objets servant à la parure en métal précieux ou comportant une ou plusieurs pierres précieuses ou une ou plusieurs perles naturelles ou de culture, en ce compris les montres.
<b>Coffre-fort</b>	Coffre métallique fermé encastré ou scellé minimum de classe II selon les normes EN 1143-1 (50/80RU) sauf s'il pèse 300kg ou plus.
<b>Contenu (ou biens meubles)</b>	<p>Ensemble des biens qui se trouvent dans le <b>bâtiment</b> ou son <b>jardin</b> et qui appartiennent ou sont confiés à un assuré, en ce compris :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les <b>objets d'art ou de collection</b> et les <b>objets précieux</b> qui ne sont pas assurés en <b>valeur agréée</b> ;</li><li>• les <b>valeurs</b></li><li>• les <b>aménagements et embellissements</b> lorsqu'ils ont été exécutés aux frais de l'assuré locataire ou acquis d'un précédent locataire, sans être devenus entre-temps propriété du bailleur</li><li>• la partie de l'<b>installation</b> électrique et <b>domotique</b> qui n'est pas incorporée au <b>bâtiment</b></li><li>• les jouets motorisés</li><li>• les engins de jardinage</li></ul> <p>Il ne comprend pas</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les <b>objets d'art et de collection</b> et les <b>objets précieux</b> qui sont assurés en <b>valeur agréée</b> ;</li><li>• les véhicules automoteurs d'une cylindrée supérieure à 50cc ou</li></ul>

	<p>dont la vitesse excède 45km/h (bateaux à moteur et jet skis compris), de même que leurs accessoires et <b>contenu</b> ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les remorques, caravanes et assimilés, de même que leurs accessoires et <b>contenu</b></li> <li>• les bâches, les tentes et les structures gonflables</li> <li>• le mobilier appartenant aux hôtes de l'assuré</li> <li>• les animaux</li> <li>• les données électroniques</li> <li>• le <b>jardin</b></li> </ul>
<b>Dommages corporels</b>	Toute atteinte corporelle subie par une personne physique, à l'exclusion de tout dommage moral ou dommage indirect.
<b>Dommages matériels</b>	La perte, la destruction, la disparition ou l'endommagement causé à tout bien tangible.
<b>Envoi recommandé</b>	Par envoi recommandé, nous entendons soit l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, soit l'envoi d'un courrier recommandé électronique. Si l'envoi recommandé est effectué par voie électronique, cela doit être fait par un service qualifié pour les envois recommandés électroniques à savoir un service qui permet l'envoi de documents électroniques de manière sécurisée, avec une garantie de réception et d'authenticité et qui est conforme aux réglementations spécifiques en la matière – ce qui donne aux envois recommandés électroniques une valeur légale et probante équivalente à celle d'une lettre recommandée traditionnelle.
<b>Franchise</b>	Montant du dommage qui reste à charge de l'assuré et qui est déduit du montant de l'indemnité.
<b>Installation domotique</b>	Ensemble des technologies informatiques, électroniques, électriques et de télécommunications appliquées à la gestion d'une maison par le biais d'une unité centrale en utilisant un réseau électrique de basse tension, afin d'assurer des fonctions de confort, de sécurité, de surveillance, de gestion d'énergie, de communication entre les appareils ménagers intégrés au système ou de gérer des automatismes, y compris les appareils qui y sont reliés.
<b>Jardin</b>	Le terrain (de maximum 20 hectares) et toutes les plantations comme les arbres, plantes, haies, arbustes, pelouses, étangs et autres pièces d'eau (à l'exclusion des piscines) à l'adresse indiquée aux conditions particulières.
<b>Objets d'art ou de collection</b>	Objets ou réunion d'objets présentant une unité, dotés de caractéristiques artistiques et choisis pour leur beauté, leur rareté, leur caractère curieux ou leur valeur documentaire, tels que tableaux, timbres, armes, disques, livres anciens et originaux, faïence et porcelaine ancienne, argenterie ancienne, cristaux etc., à usage privé, à l'exclusion des <b>objets précieux</b> et des <b>valeurs</b> .
<b>Objets précieux</b>	Objets de valeur tels que les <b>bijoux</b> (en ce compris les montres), les fourrures, les métaux précieux, les pierres précieuses ou semi-précieuses ou les perles fines non montées, à usage privé.
<b>Premier risque</b>	Formule selon laquelle les montants assurés sont définis sans faire référence à la valeur des biens assurés.
<b>Responsabilité</b>	La responsabilité de l'assuré locataire vis-à-vis du bailleur ou du

<b>locative</b>	propriétaire du <b>bâtiment</b> pour les dégâts qu'il aurait commis, en vertu des articles 1302, 1732, 1733 et 1735 de l'ancien Code civil.
<b>Sinistre</b>	L'événement incertain et accidentel dommageable entraînant des <b>dommages matériels</b> aux biens assurés ou la responsabilité de l'assuré ainsi que l'application de notre garantie.
<b>Terrorisme ou sabotage (acte de)</b>	Action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, économiques ou sociales, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant un bien <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit en vue d'impressionner le public et de créer un climat d'insécurité (terrorisme)</li> <li>• soit en vue d'entraver la circulation ou le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise (sabotage).</li> </ul>
<b>Tiers</b>	Toute personne qui n'est pas considérée comme assuré.
<b>Valeur à neuf</b>	Pour le <b>bâtiment</b> , le prix coûtant de sa reconstruction à neuf, y compris les honoraires d'architectes, de coordinateurs de sécurité ou de bureaux d'études ainsi que, s'ils ne sont pas fiscalement récupérables ou déductibles, les taxes et droits généralement quelconques. Pour le <b>contenu</b> , le prix coûtant de sa <b>reconstitution</b> à neuf, y compris, s'ils ne sont pas fiscalement récupérables ou déductibles, les taxes et droits généralement quelconques.
<b>Valeur agréée</b>	Valeur d'assurance acceptée communément par le preneur d'assurance et par la compagnie comme étant la valeur exacte servant de base au règlement de l'indemnité en cas de <b>sinistre</b> . Sous réserve d'authenticité, nous nous interdisons de la contester.
<b>Valeur déclarée</b>	Valeur indiquée par le preneur d'assurance, à charge pour le bénéficiaire de l'indemnité en cas de <b>sinistre</b> de faire la preuve de la valeur effective de l'objet ou de l'œuvre.
<b>Valeur de reconstitution matérielle</b>	Les frais de duplication à l'exclusion des frais de recherches et d'études que vous devez supporter.
<b>Valeur de remplacement</b>	Le prix d'achat à payer normalement sur le marché national pour un bien identique ou similaire (les éventuels frais d'acquisition par vente publique inclus).
<b>Valeur réelle</b>	La <b>valeur à neuf</b> , sous déduction de la <b>vétusté</b> .
<b>Valeurs</b>	Les monnaies, les billets de banque, les timbres, les titres d'actions, d'obligations ou de créance, effets de commerce ou autres similaires, cartes de paiement ou de crédit.
<b>Valeur vénale</b>	Le prix d'un bien que l'assuré obtiendrait normalement s'il le mettait en vente sur le marché national.
<b>Vétusté</b>	La dépréciation d'un bien en fonction de son âge et de son degré d'usure.